
Débattre de l'islamisme

Bernard Ravenel

En Occident et en particulier en France, le discours sur l'islamisme tend à devenir dans le discours public un élément crucial dont la fonction consiste à exprimer immédiatement sur le plan pratico-politique et culturel des considérations, des jugements — en particulier sur le monde islamique — qui veulent se présenter sous l'apparence d'analyses objectives et dépassionnées.

Naturellement il n'y a rien là de bien nouveau dans ce procédé; tous les termes clé du lexique politique jouent aussi cette fonction de passage subreptice du domaine de la description à celui de la prescription.

Or, la tendance dominante des grands médias en Occident est d'identifier islamisme et même Islam avec terreur et fondamentalisme. Si bien que quelque soit l'endroit où éclate une bombe, les premiers suspects sont les musulmans et/ou les Arabes. Il faut ajouter à cela la manipulation de l'information filtrée par la majorité des régimes en place dans le monde arabe qui vise à exhiber les islamistes radicaux violents pour occulter le secteur “réaliste” ou “centriste” — pour reprendre une expression d'Olivier Roy¹, avec lequel il faudra bien dialoguer. L'objectif est clair: produire une vision manichéenne de la situation dans les termes suivants: ou installation d'un régime anti-occidental violent et sanguinaire ou maintien du régime actuel. L'Occident, ainsi nourri de la peur des islamistes, tend à jouer les pouvoirs en place présentés comme le moindre mal.

Or, tant en termes idéologico-politiques qu'en raison de ses contenus sociaux hétérogènes et tendanciellement contradictoires, la réalité de l'islamisme est très composite. A Londres, où se retrouvent beaucoup d'exilés politiques du monde musulman, une nouvelle génération d'islamistes se bat non seulement pour une “islamisation de la modernité” mais aussi pour une libéralisation idéologique permettant une “modernisation de l'islam”... Mais leur message vers l'Occident est bloqué à la fois par les groupes violents et par les principaux médias occidentaux. A moyen terme, cette stratégie occidentale de blocage des islamistes “centristes” prépare les conditions d'une explosion

Automne 1997

incontrôlable. Déjà, on s'est trop peu penché sur les récentes élections présidentielles en Iran, en mai 1997, qui ont vu le triomphe contre le fondamentaliste radical Ali Akbar Nateq Nouri de l'outsider Mohammed Khatemi, ex-ministre de la Culture et contraint de démissionner parce que considéré trop "libéral" et "pro-occidental"... Khatemi a réussi à regrouper derrière lui ce qui a été défini comme une "coalition arc-en-ciel" allant des pragmatiques proches du président sortant Hashemi Rafsanjani à la gauche islamique ou non, des femmes aux jeunes, des intellectuels aux laïques. En réalité, le vote en Iran s'est transformé en une sorte de référendum entre un fondamentalisme radical et un islamisme qui, sans remettre en discussion la république islamique, peut permettre un climat social plus détendu, un plus grand pluralisme politique, un rapport moins exaspéré avec le monde extérieur, la fin du terrorisme d'Etat (type condamnation à mort contre Salman Rushdie). Il revient au monde démocratique occidental sans s'illusionner sur des changements radicaux immédiats de ne pas pousser le nouveau président dans les bras de ses adversaires "ultras"...

En fait, depuis la révolution iranienne de 1978, les erreurs des forces non islamistes furent de deux ordres: soit la clôture hermétique, soit l'ouverture acritique, rendant difficile toute optique critique et articulée d'un phénomène inédit. Pour qu'un débat constructif, productif, s'ouvre sur l'islamisme, et de manière plus globale sur l'avenir du monde musulman, il faut, me semble-t-il, combiner une approche impliquant une interrogation de fond tant sur l'universalisme que sur la violence, tant sur la modernité que sur la démocratie.

Dans l'actuelle tourmente de la mondialisation, se pose, avec un relief nouveau, le rapport entre fondamentalisme religieux et universalisme. A première vue entre affirmation dogmatique de vérités estimées indiscutables et recherche patiente de principes universels (ou universalisables) il n'y a pas de compromis possible. L'inconciliabilité paraît totale et ainsi le discours serait d'emblée conclu.

Mais si nous considérons la nature du fondamentalisme musulman actuel, si en particulier on le considère, avec beaucoup de spécialistes, comme un phénomène essentiellement défensif, réactif, face à l'Occident colonial et néo colonial, il est clair que c'est d'abord en intervenant sur la logique politique et économique qui assigne au sud du monde la fonction de fournisseur de matières premières et de force de travail à bas prix qu'il pourra y avoir une lutte politique véritable contre le fondamentalisme musulman. En ce sens, on peut soutenir qu'éradiquer la violence fondamentaliste n'est possible que si on part de la globalité dans une perspective d'universalisme pratique visant à déterminer effectivement les conditions matérielles, sociales et culturelles nécessaires à la généralisation des droits politiques, sociaux et civils à commencer par une équitable distribution des ressources et par la garantie concrète du droit à la vie et à l'autonomie. Dans une telle perspective la tâche de l'universaliste n'est plus celle que l'on imagine communément: il ne s'agit pas tant de s'engager dans un conflit à feu et à sang contre le fondamentalisme que de s'opposer sérieusement et politiquement aux

causes matérielles et culturelles enracinées dans le système international des rapports économiques et politiques. C'est dans ces conditions seulement que peut prendre forme, comme critique pratique du fondamentalisme quel qu'il soit, un concept cohérent et durable d'universalité à l'échelle de la Méditerranée.

De ce besoin rationnel et universel, il faut en déduire une autre conséquence: la critique de la violence - en l'occurrence celle des islamistes - doit dépasser toute unilatéralité. Car elle renvoie aussi à une appréciation du système de rapports entre le nord du monde (partie dominante économiquement et militairement, intéressée surtout au maintien des actuelles logiques d'échange) et le sud de la planète (surpeuplé, appauvri, contraint de solder ses propres ressources dans le cadre d'un statut de subordination).

Il est évidemment plus facile de continuer à évoquer les atrocités et les barbaries exotiques, à décrire un nouvel empire du mal rétif à toute évolution, à mettre en cause les tendances congénitales de "l'homo islamicus" au ressentiment, à l'hypocrisie et à la violence. Tant que le discours sur la violence restera ce qu'il est, c'est-à-dire un discours unilatéral sur la violence des autres et sur les barbaries des autres, ce discours restera ce qu'il est: un discours sur nous, sur nos peurs, sur notre volonté de puissance.

Et puis, il y a dans l'appréhension occidentale du mouvement islamiste une erreur fréquente: celle de croire que ce mouvement et les aspirations qu'il porte ne seraient que les résurgences de la société musulmane traditionnelle. Or, le contexte du monde arabo-musulman est caractérisé par l'irréversible dissolution sur une échelle plus ou moins ample, de la formation économique-sociale traditionnelle et par la transition accélérée, à partir des années 60-70 vers des rapports capitalistes de production et de distribution. Dans ce contexte s'est affirmée une opposition de plus en plus grande entre la société civile en voie d'urbanisation et de restructuration et la forme autoritaire de l'appareil étatique. Devant cette situation, devant l'arbitraire, la corruption et l'incompétence des pouvoirs, devant l'ubiquité d'une armée omniprésente, les populations ont une aspiration profonde à la modernité qu'elles identifient souvent avec ce qu'elles perçoivent de l'Occident à travers leur écran de télévision (vie facile mais aussi Etat de droit). Le vote islamiste en est une expression, certes paradoxale, mais réelle. Or, les solutions envisagées par les islamistes ne concourent pas à l'établissement de la modernité; ils puisent dans le mythe de l'âge d'or, dans l'utopie pour répondre à la dégradation du présent et à la crainte de l'avenir. De ce point de vue le mouvement islamiste, peut être considéré comme une tentative de mobilisation collective pour accéder à la modernité à travers la religion. S'il n'exprime pas la modernité, il en est un produit contradictoire.

Enfin, vient le discours sur la démocratie. A cet effet, trois considérations peuvent être rappelées. D'abord que l'islamisme politique se développe dans des pays marqués par l'absence d'une véritable tradition démocratique, c'est-à-dire par la prédominance ancienne de

régimes fortement autocratiques promus ou soutenus par les dites “élites modernisantes”. Ensuite, s'il est incontestable que l'islamisme politique charrie une idéologie à tendance totalitaire comme toute idéologie politique à dominante religieuse en ce sens qu'elle vise à conditionner la totalité de la vie de l'individu, il faut aussi considérer les capacités de l'Islam et de ses normes d'autoriser de fait un comportement sécularisé. Les équivoques et les contrastes des textes sacrés enlèvent toute possibilité à la fois de fonder une “loi islamique” sur le Coran et d'envisager l'Islam comme une religion monolithique, ce qui reviendrait à nier son origine humaine et donc à nier aux musulmans leur humanité, c'est-à-dire leurs contradictions et leur évolution socio-culturelle.

La question posée est bien celle de la création d'un espace politique permettant d'intégrer les islamistes au jeu démocratique. C'est l'évolution que constate Olivier Roy en Syrie, en Égypte, en Turquie, en Jordanie, et depuis peu, en Algérie. *“On voit (les mouvements islamistes) se transformer en forces politiques parmi d'autres, c'est ce que j'appelle le “mouvement de démocratie chrétienne”. L'Eglise catholique n'a jamais été une organisation démocratique, mais à un moment donné, un certain nombre d'hommes politiques chrétiens ont accepté les institutions démocratiques sans renoncer à la religion. Avec le temps, cela a donné naissance à la démocratie chrétienne. Je crois que les pays musulmans sont en train de faire l'expérience de la laïcité. Tout ce qui se passe en ce moment dans le monde musulman est l'émergence d'un espace laïque, y compris en Iran”*².

En dernière analyse, le débat posé par l'islamisme peut être le suivant: face aux questions qu'il soulève, aux aspirations contradictoires qu'il porte, la réponse sera-t-elle la guerre ou la politique, ou encore la barbarie ou la démocratie, économique, sociale, politique et culturelle? Une nouvelle civilisation en somme.

Bernard Ravenel

¹ Entretien avec Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS, *Le Monde* - 24 avril 1997.

² Idem.